



PRÉFET DU HAUT-RHIN

**PRÉFECTURE**

Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées  
SK/768

## **A R R E T E**

**N° 2 0 1 3 1 5 7 - 0 0 0 2 du - 6 JUIN 2013 portant  
mise en demeure à la société AEROPORT de BALE-MULHOUSE  
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral  
n°2012143-0005 du 22 mai 2012 portant prescriptions  
complémentaires et codificatif**

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre V, titre 1er du Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,
- VU** le décret du 31 janvier 2013, paru au J.O. du 1<sup>er</sup> février 2013, portant nomination de M. Vincent BOUVIER, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 18 février 2013,
- VU** le décret du 8 décembre 2011, paru au J.O. du 9 décembre 2011, portant nomination de M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 9 janvier 2012,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013049-0001 du 18 février 2013 portant délégation de signature à M. Xavier BARROIS, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°970827 du 14 mai 1997 portant autorisation d'exploiter à la société Aéroport de Bâle-Mulhouse,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 du 22 mai 2012 portant prescriptions complémentaires et codificatif à la société Aéroport de Bâle-Mulhouse,
- VU** les visites d'inspection des 2 et 26 avril 2013,
- VU** le rapport du 13 mai 2013, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que le registre de suivi des moyens d'intervention en cas d'accident ne contient pas les relevés des vérifications réalisées comme précisé à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 du 22 mai 2012,

**CONSIDÉRANT** que la cellule côté Nord, occupée par Air France dispose d'un unique RIA, ne permettant pas d'attaquer un foyer d'incendie par deux lances en directions opposées conformément aux prescriptions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne peut démontrer que l'ensemble des agents en poste au fret sont formés à l'utilisation des moyens d'extinction d'incendie, et que leur intervention est prévue dans le POI, conformément aux prescriptions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que l'affichage des consignes d'incendie visant à rappeler les moyens d'alerte, d'intervention et comportement à tenir en cas d'évacuation du hall de fret, est incomplet et insuffisant, et qu'au vu de ces constats il appartient à l'exploitant de se mettre en conformité avec les dispositions prévues par l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne vérifie pas la mise en place de formations sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention, ni la réalisation d'exercices de simulations par les agents des sociétés occupantes, comme précisé à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 susvisé,

**CONSIDÉRANT** qu'aucun poste fixe n'est placé dans la partie nord dédiée à Air France, comme précisé à l'article 7.6.6.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 susvisé,

**CONSIDÉRANT** qu'aucun exercice POI n'a encore été réalisé, alors que la prescription indique une date de réalisation avant le 22 novembre 2012 comme précisé à l'article 7.6.6.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 susvisé,

**CONSIDÉRANT** qu'aucun exercice POI commun n'a été réalisé, alors que la prescription indique une date de réalisation avant le 31 mars 2013 comme précisé à l'article 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2012 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.514-1 du code de l'environnement,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin

## **A R R Ê T E**

### **Article 1er :**

La société Aéroport de Bâle-Mulhouse, désignée "Exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est Aéroport Bâle-Mulhouse – BP 60120 à SAINT-LOUIS (68304), est mise en demeure de se conformer, dans les délais impartis aux articles suivants, aux dispositions reprises dans les articles suivants du présent arrêté pour son site implanté sur le ban de la commune de Saint-Louis.

### **Article 2 :**

**Sous 1 mois** et conformément à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 du 22 mai 2012 :

«[...]»

*Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.»*

### **Article 3 :**

**Sous 1 mois** et conformément à l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 de 22 mai 2012 :

*«L'exploitant dispose a minima :*

*[...]*

*des robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ; [...]* ».

### **Article 4 :**

**Sous 3 mois** et conformément à l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 de 22 mai 2012 :

*« [...]L'établissement dispose d'une équipe de première intervention et de seconde intervention.*

*L'équipe de première intervention se compose de personnes du site, formées à l'utilisation des moyens d'extinction (extincteurs et RIA).*

*L'équipe de seconde intervention, dispose de moyens d'extinction lourds afin de faire face à un crash d'avion, à savoir :*

*Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.»*

### **Article 5 :**

**Sous 3 mois** et conformément à l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 de 22 mai 2012 :

*« Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.*

*Ces consignes indiquent notamment :*

*- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,*

*[...]*

*- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,*

*- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,*

*- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. »*

### **Article 6 :**

**Sous 6 mois** et conformément à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 du 22 mai 2012 :

*« Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation par l'aéroport (ou un employeur spécifique dans le cas d'entreprises occupants le Hall de Fret) sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.*

*Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.*

*Cette formation comporte notamment :*

*- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,*

- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger. »

#### **Article 7 :**

**Sous 3 mois** et conformément à l'article 7.6.6.1 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 du 22 mai 2012 :

« [...] »

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de manière que le délai d'alerte soit compatible avec la cinétique des différents scénarios envisagés dans l'étude de danger.[...]»

#### **Article 8 :**

**Sous 6 mois** et conformément à l'article 7.6.6.1 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 du 22 mai 2012 :

«[...] L'exploitant réalise un exercice POI tous les ans (un exercice POI commun est comptabilisé comme un exercice POI standard). L'exploitant réalise un exercice POI dans les 6 mois suivant la signature du présent arrêté.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

#### **Article 9 :**

**Sous 9 mois** et conformément à l'article 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral n°2012143-0005 du 22 mai 2012 :

« Le POI commun devra a minima inclure ceux des sociétés SWISS AIRLINES et JET AVIATION (site historique). Il sera rendu cohérent notamment :

- par l'existence dans le POI de la description des mesures à prendre en cas d'accident chez l'un des trois exploitant (Aéroport, SWISS, et JET AVIATION),
- par l'existence d'un dispositif d'alerte / de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez chacun des exploitants en cas d'activation du POI de l'un d'entre eux,
- par la mise en commun de moyen de lutte contre l'incendie et de secours si cela s'avérait nécessaire,
- par une information mutuelle lors de la modification d'un des POI,
- le cas échéant, par la précision de quel chef d'établissements prend la direction des secours,
- par une communication sur les retours d'expérience entre exploitant tout particulièrement lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir des impacts chez les tiers exploitants,
- par une rencontre régulière des deux chefs d'établissement ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence,
- un exercice POI commun est organisé a minima tous les trois ans.

Un exercice POI commun sera réalisé avant le 31 mars 2013. »

#### **Article 10 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

**Article 11 :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société Aéroport de Bâle-Mulhouse.

**Article 12 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de MULHOUSE et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le - 6 JUIN 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Xavier BARROIS

**Délais et voie de recours :**

(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

